AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA
SER 70

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

France INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

SOURCE DE L'INNOVATION DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

P. BOISSEAU

GIANNINI FOUNDATION OF AGRICULTURAL ECONOMICS LIBRARY
AUG 26 1982
WITHDRAWN

Série Etudes et Recherches
N°70
Montpellier
Juin 1982

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES
Ecole Nationale Supérieure Agronomique
34060 MONTPELLIER CEDEX

SOURCE DE L'INNOVATION
DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

PIERRE BOISSEAU

PUBLIE SOUS LE TITRE :
"LA MODERNISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES VUE PAR UN SOCIOLOGUE RURAL"

DANS

REVUE SUISSE D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES

1ER SEMESTRE 1982

ADRESSE : INSTITUT D'ECONOMIE RURALE
ETH - ZENTRUM
C.H. - 8092 ZURICH (SUISSE)

ISBN 2 - 85340 - 431 - 5

AVERTISSEMENT

Sous le titre "Source de l'innovation dans les exploitations agricoles" la synthèse théorique ci-après reprend l'exposé que m'avait demandé la Société Suisse d'Economie et de Sociologie Rurale pour son 10° séminaire (1) sous un intitulé plus empirique : "La modernisation des exploitations agricoles vue par un sociologue rural", qu'on verra plus loin.

Cet exposé sera publié prochainement par la Revue Suisse d'Economie et de Sociologie Rurale (RSESR), dirigée par M. Henri ROUGE, de l'Institut d'Economie Rurale (Prof. Jean VALLAT) de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich.

La R.S.E.S.R. publie deux fois l'an des articles en allemand ou en français qui donnent une idée fidèle des recherches et des études suisses dans le dcmaine de l'Economie et de la Sociologie Rurale. La revue publie en particulier les actes du séminaire annuel de la Société Suisse d'E.S.R.

On appréciera dans cette revue l'étroite liaison pratiquée entre l'économie, l'aménagement microterritorial (vallées...) et l'animation du développement, intégrant une approche anthropologique de ce qu'il faut bien appeler le sous-développement rural.

Un spécimen de la revue peut être demandé à :

H. ROUGE
Institut d'Economie Rurale
Revue suisse d'E.S.R.
E.T.H. - Zentrum
CH - 8092 ZURICH (Suisse)

(1) Les 25 et 26 Mars 1982 cf le compte-rendu de mission en Suisse.

SYNTHESE

La modernisation des exploitations agricoles, telle qu'on peut l'observer, implique le gaspillage de ressources parfois considérables. L'analyse des faits montre que cette modernisation résulte de comportements de simple consommation d'intrants beaucoup plus que d'une conduite d'investissement véritable, aboutissant à une innovation, c'est-à-dire à la création d'une nouvelle combinaison plus productive (1). L'actualité de cette question est révélée et soulignée par la crise économique ; aussi la Direction de l'INRA préconise-t'elle une agriculture plus autonome et plus économe" (2). On peut toutefois se demander si on peut atteindre cet objectif.

En effet les faits et les idées concourrent pour empêcher les agriculteurs, sauf heureuses exceptions, de maîtriser convenablement la restructuration de leur système d'exploitation.

Les faits montrent par exemple les effets de la disparition des institutions locales d'encadrement de tous ordresqui aidaient les agriculteurs à transformer progressivement leur exploitation ; cet encadrement limitait justement les phénomènes mimétiques qui poussent aujourd'hui les paysans à utiliser des intrants sans les intégrer suffisamment dans un système cohérent de production.

Mais c'est surtout l'état des idées à propos des innovations qui explique finalement le comportement des agriculteurs. A propos du progrès et de l'innovation en agriculture, les idées dominantes envisagent la diffusion des innovations vers les paysans à partir de centres (3) qui les produiraient à l'extérieur de l'agriculteur ; ce dernier est rarement conçu comme le centre producteur d'innovation ; celle-ci aurait donc simplement à être diffusée et adoptée sans que soit soulignée suffisamment la nécessité où se trouve l'exploitant de combiner des facteurs de production en un système cohérent lui permettant d'atteindre l'ensemble des objectifs qu'il peut se fixer.

---

(1) Cf "La consommation d'investissement" in L'homme et la Société, n° 55-58, Janvier-Décembre 1980, p. 189-197.

(2) Rapport de J. POLY.

(3) Recherche, industrie, commerce, institutions de "vulgarisation"...

En définitive la politique agricole et l'organisation de l'encadrement professionnel réduisent le progrès à un processus de diffusion et d'adoption d'innovations parcellaires, c'est-à-dire de simples éléments matériels ou éléments de savoir, en négligeant le processus de construction des systèmes de production qui rendent ces éléments productifs.

La conséquence est que la politique et les institutions agricoles ont jusqu'ici exagéré l'intérêt des facteurs de production et des agents qui les produisent ou les diffusent, spécialistes de tous ordres compris ; cette prise en compte excessive des facteurs ou du savoir parcellaire s'est faite au détriment des agents formateurs qui auraient pu aider les agriculteurs à modifier, créer et gérer leurs unités de production ; ces dernières sont la source véritable de l'innovation.

Innover revient finalement à investir, ce qui implique une démarche compliquée d'analyse et de synthèse à laquelle la plupart des agriculteurs sont peu préparés. La source de l'innovation ne se trouve pas hors des exploitations et le but principal des institutions de développement agricole devrait donc être de former les exploitants à l'art de construire ou conduire leur exploitation.

Il y faut non pas une somme de spécialistes mais des agents polyvalents ; leur tâche n'est pas d'informer mais de former. Informer serait encore diffuser ou faire adopter alors que le problème de l'exploitant est de choisir dans une masse d'informations les éléments pertinents pour sa démarche de remodelage ou création de son système particulier d'exploitation.

LA MODERNISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES VUE PAR UN SOCIOLOGUE RURAL

par Pierre BOISSEAU*

INTRODUCTION : La modernisation est un fait social

Pour un sociologue, la modernisation des exploitations agricoles est un fait social avant d'être un fait économique ou technique, etc.. Cela veut dire qu'en modernisant leur exploitation, les agriculteurs expriment des comportements, des valeurs et mettent en jeu des mécanismes sociaux. L'exemple flagrant, souvent cité, est celui de l'achat du matériel d'exploitation ; on sait la place de ce matériel dans la restructuration des exploitations ; le sociologue avance que cet achat, "ceteris paribus", n'est pas déterminé économiquement, mais socialement par la logique des rapports qui le lient aux autres agriculteurs et à la société : on s'équipe pour se distinguer du voisin ou au contraire pour s'y identifier.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail de ces mécanismes sociaux en parlant de statut et de rôles, d'images perçues et de cadres de référence, de hiérarchie sociale, d'objectifs explicites ou latents ou encore de contradictions, de modèles, etc... J'aurais d'ailleurs de la peine à vous proposer des références bibliographiques cohérentes ; dans ce domaine complexe et encore peu exploré, on ne dispose pas des synthèses probantes que l'on pourrait attendre.

---

* Maître de Recherches à la Station d'Economie et de Sociologie Rurales INRA, Ecole Supérieure Agronomique de Montpellier, France. Travaux sur le développement agricole et le sous développement rural.
L'article a été exposé au 10° Séminaire de la Société Suisse d'Economie et Sociologie Rurales, à Chateauneuf-Sion, en Valais (Suisse), les 25 et 26 mars 1982.

Les analyses qui suivent seront donc nécessairement schématiques et incomplètes. Cependant, nous les proposerons sans excès de complexe, en pensant à la somme inouïe des travaux anglo-saxons sur la diffusion des innovations et la typologie des adoptants, à notre avis peu opératoires ; en effet, ces analyses décrivent des résultats, mais n'expliquent pas vraiment les processus qui les engendrent et par conséquent les raisons des échecs économiques des agriculteurs qui modernisent "sociologiquement" leur exploitation ; la crise que nous vivons rend plus visible ces échecs de paysans qui ne peuvent rembourser leurs emprunts.

Nous sommes ici dans le domaine, vital et controversé, de la productivité. Se moderniser consiste en économie, comme chacun sait, à augmenter la productivité des travailleurs paysans "restants", les autres, remplacés par les machines, travaillant hors de l'agriculture... Concrètement, cela devrait vouloir dire que ces paysans modernisés travaillent dans de meilleures conditions : fatigue en tous genres, revenus, etc.. On en débat et peu à peu on s'accorde pour estimer que les gains de productivité échappent aux agriculteurs. On discute pour savoir qui, finalement, en profite. Les Ecoles s'affrontent ; pour les classiques ("lato sensu", bien sûr) ce sont plutôt les consommateurs ; pour les marxistes, ce sont les entreprises agro-alimentaires qui encerclent les exploitations, c'est à dire finalement le système capitaliste.

Pour eux, en schématisant grossièrement, la faillite d'un paysan tient, soit pour les premiers à l'absence de rentabilité, soit pour les seconds à leur exploitation par extorsion de la plus-value. Pour un sociologue, ces assertions sont toutes deux évidentes et sans intérêt : elles n'expliquent rien et finalement ne donnent aucune prise pour mieux canaliser les gains de productivité vers les paysans. La crise économique dans ses multiples aspects, ainsi que la qualité exigée par les consommateurs pour les produits achetés, montrent impérieusement le besoin d'une explication de la modernisation qui tienne compte de la nature profondément sociale des processus de transformation des exploitations ; dans cette explication, il s'agit d'élucider les mécanismes locaux concrets qui aboutissent finalement à ce que l'on appelle la domination des paysans par la société industrielle.

Même la simple esquisse d'une telle explication est une gageure. Ne serait-il pas plus facile d'en rester à une addition de faits ? le sociologue ne peut cependant se limiter aux faits constatés par tout un chacun ; il doit d'ailleurs reconnaître qu'il voit en réalité la modernisation des exploitations à travers un cadre théorique, une grille d'analyse, des organes sensibles si on veut, et bien entendu ce qui est vu dépend des organes qu'il s'est donnés. Pour ma part, je vois la modernisation à travers les "yeux" suivants : la communauté locale qui régissait autrefois la vie paysanne est progressivement désagrégée par la société industrielle qui intègre donc directement les agriculteurs à travers les interventions des marchands à l'amont et à l'aval de l'exploitation ; cette intégration est canalisée (filtrée serait le terme peut-être plus adéquat ...) assez directement par les institutions de recherche et d'enseignement et indirectement par les organisations professionnelles agricoles ; le rôle de ces dernières est ambiguë, variant du soutien à la communauté locale jusqu'à celui d'auxiliaire de l'intégration au "capitalisme". Bien entendu, mes yeux sont "accommodés" à la situation agricole française plus qu'à celle de la Suisse.

Dans l'interprétation que je propose de la modernisation, je retiens surtout deux points qui vont m'aider à détailler ma "vision" :

- Premier point, j'essaie d'expliquer par quels mécanismes l'agriculteur est le plus souvent conduit à "consommer" des moyens de production plutôt qu'à investir dans un système de production qui lui garantirait un gain réel de productivité (I).

- Deuxième point, je m'interroge sur la relative incapacité des principales institutions d'encadrement (Recherche, Enseignement et surtout Coopération ..) à stimuler la construction par les paysans de systèmes de production plus pertinents (II).

I - Les rouages de la consommation des intrants sans combinaison.

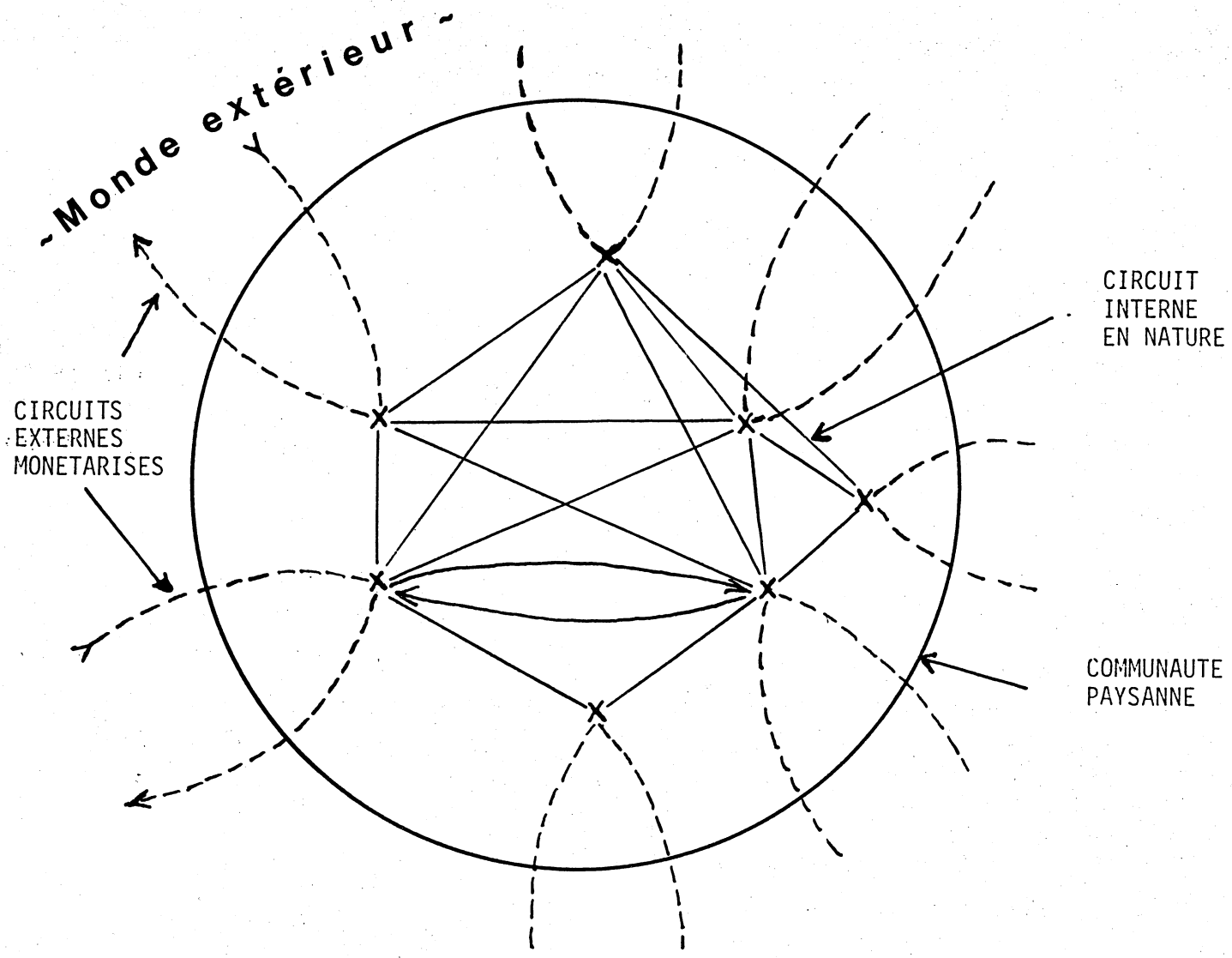
Montrons comment l'agriculteur est amené à consommer simplement des moyens de production achetés (y compris la terre ..) au lieu d'investir dans une nouvelle combinaison productive. Disant cela, je donne l'impression que, non seulement la modernisation est conduite irrationnellement, mais que l'agriculteur se comporte sans raisons ; ce n'est pas le cas, en général ; simplement l'exploitant raisonne partiellement ou en fonction d'une certaine perception des faits. Quoi qu'il en soit, nous ne jugeons pas, mais essayons de comprendre. Le comportement qui produit la modernisation mal construite, souvent constatée, est, à mon avis, le produit de deux mécanismes articulés ; le premier mécanisme est celui de la dislocation des rapports sociaux horizontaux (entraide) qui liaient les exploitants à leurs voisins et à leur terre dans la communauté paysanne, au profit de rapports verticaux de plus en plus directs et intenses de chaque agriculteur (1) avec l'extérieur ; le deuxième, qui amplifie le précédent au lieu de l'enrayer, est celui de l'émergence d'une nouvelle organisation de rapports liant entre eux certains agriculteurs plus évolués, dans ce que j'appelle des "groupes de modernisation", conseillés par des techniciens agricoles. Analysons successivement ces mécanismes, ce qu'ils produisent et où conduisent leurs interactions.

1 - Historiquement, et très largement encore de par le monde, les Villages fonctionnent socio-économiquement avec un double circuit d'échanges, l'un interne en nature, l'autre externe, de plus en plus monétarisé. Le circuit interne, appliqué à la production, règle les échanges d'hommes et de produits à l'intérieur de la communauté, en fonction de l'organisation sociale de celle-ci qui semble reposer sur le principe de l'équivalence à long terme de ces échanges et surtout sur celui de la survie du groupe : sécurité alimentaire quotidienne, cohésion sociale ...

(Voir le schéma page suivante).

---

(1) A ce propos, on peut parler d'individualisme agraire (cf les oeuvres de Marc Bloch) et de système de valeurs individualistes dans la civilisation occidentale (cf. Max Weber).



SCHEMA DE L'ARTICULATION DU CIRCUIT COMMUNAUTAIRE DE PRODUCTION ET DES CIRCUITS INDIVIDUELS MARCHANDS.

Le circuit externe, généralement monétarisé, a des caractères opposés ; il porte sur la vente du surplus et généralement sur le produit des activités individuelles des villageois ou des échelons sociaux plus restreints que le groupe de "sécurité alimentaire" ; ici le principe est celui de l'initiative individuelle et de la concurrence pour l'enrichissement (2).

L'industrialisation, l'urbanisation et l'accroissement formidable des échanges économiques bouleversent ce couplage des deux circuits en désagrégeant la communauté locale, donc le circuit interne, communautaire, laissant croître sans frein le circuit externe, individualiste et marchand. Ce qui saute essentiellement, c'est le réglage du couplage des deux circuits et la maîtrise du circuit marchand par la communauté locale. Peut-être sommes-nous ici devant le fait fondamental de la modernisation des exploitations et plus généralement d'une science du développement agricole et rural dans le Tiers-Monde. Remarquons aussi que je raisonne à la fois en fonction du système français de développement agricole et de l'économie rurale en Afrique et dans le Tiers Monde ; je crois qu'on ne peut pas raisonner en les isolant.

En résumé, on peut dire que les rapports horizontaux entre les exploitations d'une communauté donnée tendent à disparaître au profit des rapports verticaux entre telle exploitation et l'économie globale. Cette évolution est inégale selon les exploitations et jusqu'à ces dernières années, en France, ont subsisté en région de polyculture des résidus variables de communauté locale tentant de maîtriser encore l'extension des rapports extérieurs.

2 - C'est ici qu'intervient le deuxième mécanisme, celui de l'émergence d'une nouvelle organisation de rapports entre certains exploitants, caractérisés par leur plus forte intégration dans la société industrielle et urbaine ; ils se réunissent dans ces diverses variétés de "groupes de modernisation" que nous connaissons en France :

---

(2) Voir à ce sujet des études ethno-économiques sur le Sénégal et la Côte d'Ivoire ou les études historiques rurales sur l'Europe.

Centre d'Etudes Techniques Agricoles, Groupement de Productivité ou de Vulgarisation du Progrès Agricole, Centre d'Information et de vulgarisation agricole et ménagère. Cherchant un appui dans l'encadrement offert par le monde extérieur à leur milieu d'origine, ces agriculteurs groupés ont puissamment contribué à amplifier les déséquilibres apparus dans la modernisation des exploitations : celles de leurs voisins moins évolués et aussi les leurs.

En effet, ces déséquilibres n'ont pas épargné les "groupes de modernisation" du fait des modèles de production qui ont progressivement prévalu, privilégiant investissement et spécialisation, à mesure que l'économie et la société se concentraient ; la crise a montré la fragilité de ces exploitations spécialisées, endettées, trop dépendantes des marchés à l'amont et à l'aval. Cependant, les risques de la modernisation étaient atténués, pour les agriculteurs "évolués" de ces groupes, par l'ensemble des modalités de soutien apportées par les conseillers et les organisations professionnelles agricoles, qui venaient compléter ou réparer les interventions technico-commerciales de l'industrie.

3 - Par contre, l'aide du système de développement a été beaucoup plus faible, ponctuelle, à l'égard des agriculteurs hors "groupes de modernisation". Ici a joué le phénomène, à mon avis majeur, de la modernisation en "tâche d'huile" dans un contexte de coupure conflictuelle entre les "innovateurs" des groupes et les paysans des communautés locales, en décomposition accrue du fait même de l'émergence de ces groupes d'innovateurs. La contiguïté physique des uns et des autres, alors qu'ils sont en conflit, entraîne ces phénomènes de mimétisme qu'a si bien analysés René GIRARD (3). Toute la dynamique sociale pousse en définitive les exploitations à se moderniser de manière "bancale", mal construite ; les agriculteurs, je l'ai dit, consomment simplement les facteurs de production au lieu de mettre sur pied des combinaisons productives, des systèmes de production. Cela pose d'ailleurs un problème théorique abordé plus loin.

---

(3) GIRARD (René) : "Des choses cachées depuis la fondation du monde", Ed. Grasset, Paris, 1978.

L'élaboration d'un système de production suppose toute une démarche socialisée et formative dont sont justement exclus la grande majorité sinon la totalité des agriculteurs ; en effet, même les paysans "modernes" groupés se heurtent à un moment donné à des problèmes collectifs d'aménagement foncier ou d'organisation des marchés qu'ils ne peuvent résoudre dans le contexte social conflictuel caractéristique du monde rural actuel. Finalement, la modernisation a jusqu'ici été l'occasion de bonnes affaires pour les marchands, et beaucoup moins pour les paysans. Mais le rôle des marchands est-il de vendre des "combinaisons productives" ? le pourraient-ils d'ailleurs ?

On devrait s'étonner par contre que les processus décrits de modernisation pathologique n'aient pu être mieux maîtrisés par des institutions qui avaient précisément pour rôle d'aider les exploitations agricoles à changer de structures et pas simplement à consommer des produits. Quelles sont les raisons d'une carence de plus en plus manifeste ? Il faut les chercher dans l'incapacité de l'encadrement à saisir la complexité d'une exploitation réelle et la singularité du système de liens qu'elle gère dans un milieu naturel, humain et commercial spécifique.

II - L'exploitation : un complexe mal saisi par l'encadrement.

La modernisation des exploitations agricoles a fait une place prépondérante aux moyens matériels apportés par les marchands et finalement l'existence des groupes d'agriculteurs réunis autour d'un conseiller a accru encore le primat accordé aux investissements matériels sur la démarche de mise en oeuvre de ces investissements en systèmes véritablement rentables pour l'exploitation. Bref, on a investi sans innover. Tout compte fait, "le capitalisme qui assaille le paysan" semble avoir enfin triomphé de ses résistances, après une lutte séculaire ; or, dans cette lutte, le monde paysan pouvait compter sur l'appui d'institutions qu'il avait lui-même suscitées - les coopératives

et toutes les formes d'action mutuelle et syndicale - ou que l'Etat avait créées pour le soutenir - les institutions d'enseignement et de recherche (4).

Certains ont pu contester cette vision d'institutions au service des paysans, estimant qu'elles étaient conçues pour une petite minorité d'agriculteurs intégrés dans la société capitaliste ; pour ma part, je ne pense pas que les choses aient été aussi simples ; des divergences dans les objectifs me paraissent avoir souvent séparé les différents responsables professionnels ou politiques. Par contre, il me semble que l'évolution effective a tendu à renforcer la concentration capitaliste pour deux raisons principales étroitement liées ; d'une part, la dynamique socio-économique a favorisé de plus en plus la spécialisation des fonctions dans les institutions qui encadrent les exploitations ; d'autre part les représentations scientifiques (la théorie) sur le changement et l'innovation ont favorisé corrélativement la prise en compte prioritaire des éléments isolés les uns des autres au détriment de la relation entre ces éléments dans un système orienté vers une fin précise (5).

Le résultat de la dynamique du changement et de la théorie courante qui l'interprète est donc allé à l'encontre d'une démarche de développement des exploitations valorisant les ressources propres et économisant les ressources achetées. Au lieu d'aider les paysans à mieux valoriser ces ressources, on a subventionné de différentes manières l'achat d'intrants ou la diffusion d'informations spécialisées inadaptées à la situation précise d'une exploitation donnée. Ainsi, la spécialisation croissante de l'encadrement lui a enlevé peu à peu sa capacité d'aider réellement les paysans à gérer la restructuration de leurs exploitations.

---

(4) Au sujet de ces dernières, il faut noter l'existence en France d'un important secteur d'enseignement professionnel et de recherche appliquée directement suscité par la profession, telles les Maisons Familiales et les C.E.T.A., déjà citées ; leur originalité pédagogique est bien connue.

(5) Cf l'analyse de système appliquée aux unités de productions agricoles. L'engrais azoté ou le tracteur n'ont pas d'efficacité en eux-mêmes isolément des autres constituants d'un système de production donné : culture fourragère, moyens de récolte et de stockage, coopération avec les voisins, conduite du troupeau, etc.

1 - La tendance à une spécialisation accrue s'est affirmée progressivement et de plus en plus vivement au cours des années 1955-75, en gros jusqu'à la crise économique qui l'a mis brutalement en cause. Auparavant, toutes les institutions d'encadrement avaient encore une polyvalence plus ou moins grande. Dans l'enseignement, l'agronome était le généraliste qui savait encore relier les différents aspects de la situation complexe qu'est un milieu de vie. De même dans la recherche agronomique où les spécialistes cloisonnés ne dominaient pas encore autant que dans les sciences dites fondamentales. Enfin, les nombreuses coopératives polyfonctionnelles de petite tailles restaient proches des exploitations ; parallèlement l'encadrement des conseillers était à son début assez polyvalent.

La polyvalence, l'absence de spécialisation et la proximité des institutions d'encadrement les rendaient isomorphes des exploitations, de leurs situations,besoins, problèmes et objectifs ; tout naturellement, la modernisation des exploitations portait sur le passage d'une structure à une autre sans perdre contact avec la complexité du système structuré que constituait l'exploitation paysanne dont les chercheurs, enseignants ou cadres de coopératives savaient empiriquement analyser les relations constitutives.

On peut dire que la modernisation des exploitations, en particulier de celles adhérant à des groupes, a été parallèle à une évolution des institutions vers la spécialisation avec une incroyable multiplication de leur nombre. Peu à peu chacun des aspects de l'exploitation a été isolé de son contexte et a servi d'appui à la création d'un organisme particulier : une plante, une technique de production animale, l'agrandissement de la surface, etc... les coopératives laitières françaises ont créé par exemple le Bureau Technique de la Production Laitière (BTPL).

Dans tous les domaines, la spécialisation s'est progressivement approfondie, enseignants, chercheurs, techniciens, coopératives ont réduit plus ou moins leur centre d'intérêt à un point particulier de l'univers agricole. Cette spécialisation a des conséquences bien connues : le spécialiste approfondit sa spécialité, oublie de la replacer dans son contexte et en fait un absolu qu'il tend

à imposer partout ; ainsi le spécialiste de la vache laitière Holstein, obnubilé par la performance laitière, tente de propager cette race fragile dans des milieux qui ne peuvent répondre à ses exigences, obligeant les exploitations, simultanément, à de coûteux achats et à la mise à l'écart de leurs potentialités. On le voit, la complexité de la situation réelle d'une exploitation tend à être complètement oubliée ; elle est vraiment insaisissable, étrangère au spécialiste.

Parallèlement à cet oubli des cas locaux, s'impose peu à peu l'idée que la modernisation de l'exploitation dépend de l'adoption de telle ou telle nouvelle idée, technique, production.... diffusée par tel ou tel spécialiste ou agent d'une institution spécialisée. Croît alors la place faite à la diffusion d'une vérité venue d'ailleurs et s'imposant mythiquement à un agriculteur dont l'exploitation, dans son contenu complexe, est ignorée et dévalorisée.

L'agriculture n'a fait que suivre une évolution générale dans les faits et les idées en Occident, entamée depuis longtemps et qui l'a pour ainsi dire atteinte en dernier. Cette évolution a séparé en domaines autonomes les différentes parties de la réalité socio-économique, allant jusqu'à les opposer au lieu de les articuler : l'économique et le social (ou le politique), etc.. (6). Finalement, le spécialiste des "vaches grasses" justifie l'intérêt de la Holstein, d'un rendement laitier intensif, hors de tout contexte.

La théorie du changement, et donc de l'innovation, sous-jacente à l'emprise croissante à la fois des marchands de matières et des spécialistes, correspond à cette évolution et fait croire que la réalité est seulement dans les objets.

---

(6) L'exploitation agricole et sa modernisation se révèlent être finalement un champ d'étude passionnant de l'impertinence idéologique occidentale, celle qui s'est déployée depuis la victoire au 14ème siècle de l'épistémologie de Guillaume d'OCCAM, l'ancêtre de l'empirisme individualiste et l'adversaire philosophique de Thomas d'Aquin "le systémiste".

Au contraire, pour Aristote, revu par Thomas d'Aquin, la réalité est faite inséparablement de matière et de mise en forme par un agent. Le meilleur exemple pour nous est la combinaison productive construite par un paysan ; la construction opérée, on ne peut distinguer la matière elle-même et la mise en forme de la matière, c'est-à-dire l'art d'organiser les relations et proportions dans le système productif. Avant et après l'art de combiner, gérer, ... il n'y a en apparence que matière : des machines, des approvisionnements, de la terre ou de la force humaine.

Notre physiologie biosociale, conjuguée aux légitimes intérêts des marchands ou spécialistes, fait donc qu'on valorise la matière spectaculaire, indispensable, mais bien insuffisante, au détriment de l'art de gérer, qui suppose une démarche bien peu visible de mise en relation, d'agencement en vue d'une fin, d'analyse et de synthèse. Comme cette démarche intellectuelle est difficile et sans éclat, on en minimise donc la portée, d'autant plus qu'une telle démarche suppose des conditions psychologiques et sociologiques, -c'est-à-dire une qualité des relations humaines- et des conditions "épistémologiques", une manière de concevoir le réel, sa diversité et son changement.

Or, tout cela a été en quelque sorte progressivement oublié, négligé, refusé... par l'idéologie occidentale ou seuls comptent des faits empiriques, des individus, des objets, séparés les uns des autres, à propos desquels DUN SCOT (7) disait : "Ecce", voici, sous-entendant que le reste, la relation entre ces faits, ces aspects, n'étaient que littérature et métaphysique. Avec la crise économique et la crise sociale, tout comme avec l'histoire de la modernisation agricole, on s'aperçoit que le réel n'est pas dans ses fragments les plus visibles, mais dans le tissu relationnel ; la physique moderne confirme ces vues (7).

Voilà donc dans quel contexte scientifique marchands et spécialistes ont tenu le haut du pavé dans la modernisation, comment les coopératives ont oublié qu'elles n'étaient pas d'abord une entreprise, mais une association de personnes, celles-ci bien moins visibles que des

---

(7) DUN SCOT, Philosophe du XIIIe siècle fut la source principale de G. d'OCCAM précédemment cité. Cf. les réflexions d'Ilya Prigogine, chimiste de l'Université libre de Bruxelles. In "le Monde Dimanche", 23 et 24 mai 1982. Après le Colloque "La Science et l'Homme", tenu à Montpellier les 7 et 8 mai 1982.

bâtiments, du personnel réuni en permanence et des matières traitées...Voilà comment les techniciens ont peu à peu sous-estimé les objectifs et les contraintes particuliers d'une exploitation donnée, ne s'intéressant qu'à celles qui correspondaient à des schémas pré-établis. Enfin n'est-ce pas la raison majeure pour laquelle les conseillers, les enseignants (8) et les chercheurs ont eu tendance à trouver dans la science des sortes de vérités à révéler, à diffuser auprès d'agriculteurs plus ou moins réceptifs ?

0

0 0

En conclusion, il conviendrait d'envisager concrètement ce que pourrait être une démarche véritable de modernisation, de développement des exploitations, qui utiliserait une réflexion plus approfondie sur le changement et qui, finalement, mobiliserait mieux l'apport des sciences humaines, les moins impliquées jusqu'ici dans la formation des agronomes et des paysans : Psychologie, Sociologie, Ethnologie, etc... Un sociologue peut montrer un faible pour la gestion, l'économie et des techniques savamment conçues ; mais il lui semble que pour bien gérer, etc... il faut d'abord commencer par prendre du recul et traiter le problème en termes sociaux.

---

(8) L'auteur a consacré l'essentiel de ses travaux à la méthodologie du développement et du conseil agricoles, en rapport avec le "Groupe de Recherche et de Formation d'Ethno-sociologie Rurale" (G.R.F. E.S.R.), INRA - Université de Nancy (option "Agronomie" de l'I.U.T. et C.U.C.E.S.). Pour compléter cet article on pourra consulter :

I - Une série d'ouvrages et d'autres articles analysant les processus sociaux qui ont engendré déséquilibres et crise au cours de la modernisation de l'agriculture :

- soulignant d'abord les conflits entre agriculteurs :
  "la coupure entre innovateurs et paysans" publiée à la suite d'une conférence devant le M.F.R. - C.M.R. (Mouvement Familial Rural - Chrétiens dans le Monde Rural) en janvier 1966.-
  Editions "Arrière Pays" - CEAS, Montpellier, 1977.

- Puis les phénomènes de mimétisme dans la diffusion des innovations : "Sociologie de la tâche d'huile"- Economie Rurale 103, sep.-oct.1974.
- Une explication du refus par la majorité des paysans du "Développement", tel qu'il a été produit par le système de développement :
"La participation des agriculteurs français aux programmes de développement économique" -Sociologia Ruralis, n° 1-2, 1974.
"Les agriculteurs devant les programmes de développement",- Purpan, 95, janv.-mars 1976.

- L'analyse historique du système institutionnel de Développement ; genèse, apogée et contestation :
"Le système français de développement agricole" - Notes et documents, 31, ESR, Montpellier, 1979.

- Une synthèse sur les mécanismes sociaux qui jouent dans les achats d'intrants, expliquant leur sous-productivité et par conséquent la crise d'une modalité dominante de modernisation :
"La consommation d'investissements ; analyse sociologique des investissements réalisés par les exploitants agricoles français". - L'Homme et la Société, 55-58, janv.-Déc. 1980.

- Enfin, une réflexion approfondie sur la dévalorisation du monde paysan, de ses capacités et modalités propres d'organisation et de mise en valeur de potentialités irréductiblement diverses :
"L'effacement rural, jalons d'une crise ".- Arrière-Pays-CEAS, Montpellier, 1977.

II - Quelques articles proposant une autre démarche de développement, à partir d'analyses faites par les agriculteurs eux-mêmes sur leur propre situation dans le cadre local, grâce à la présence d'un Conseiller "nouveau genre", facilitant ces analyses auprès de tous les paysans :

"Expérimentation d'une méthode de travail des conseillers auprès des agriculteurs d'un quartier ou d'une commune", Economie rurale, 99-100, janv.-mars 1974.

"Une méthode de développement mise à la portée de tous les paysans : le ferment relationnel du développement".- Purpan, 98, janvier-mars 1976.

"Etudiants et paysans : une autre conception de l'intervention formatrice" (avec Pierre de LADONCHAMPS, François LAURENT et Patrick SENAULT de l'Université de Nancy) - Etudes et Recherches 41, ESR, Montpellier, 1980.

* Ces publications peuvent être commandées au Service de documentation de la Station d'Economie et de Sociologie Rurales, ENSA, 9, place Viala, 34060 Montpellier Cedex (France).

TABLE DES MATIERES

	Page
Avertissement	II
Synthèse	III
Introduction. La modernisation fait social	1
I - Rouages de la consommation des intrants sans combinaison	4
1. Double circuit d'échanges	4
Schéma de l'articulation	5
2. Emergence d'une nouvelle organisation	6
3. Influence du "mimetisme"	7
II - L'exploitation : un système complexe	8
1. Spécialisation accrue	10
2. L'évolution des faits et des idées	11
Conclusion	13
Bibliographie complémentaire	13
- Processus sociaux	13
- Démarche de développement	14

ISBN 2 - 85340 - 431 - 5